



**Euro-Latin American Parliamentary Assembly  
Assemblée Parlementaire Euro-Latino Américaine  
Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana  
Assembleia Parlamentar Euro-Latino-Americana**



**ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EURO-LATINO AMÉRICAINE**

*Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de  
l'homme*

---

3.11.2011

PROVISoire

## **DOCUMENT DE TRAVAIL**

Participation citoyenne et démocratie en Amérique latine et dans l'Union européenne

Corapporteuse PE: **María Irigoyen Pérez (S&D)**

## **Participation citoyenne et démocratie en Amérique latine et dans l'Union européenne**

### **I. Présentation générale**

En ce début de 21<sup>e</sup> siècle, nous constatons que les gouvernements, les institutions représentatives, les partis politiques et les mouvements associatifs tendent à perdre une partie de leur prestige. En Europe, les effets de la crise économique et financière internationale ont provoqué des pertes d'emploi et creusé les inégalités sociales, singulièrement dans les pays du sud, victimes de la crise, d'une dette importante et d'une croissance réduite. En Amérique latine, la crise touche également plusieurs pays.

C'est la première fois que les deux rives de l'Atlantique connaissent simultanément des problèmes politiques, économiques et sociaux considérables. En Europe, l'intégration est ralentie (les nationalismes, autrement dit la méthode intergouvernementale, s'imposent sur la solidarité, la méthode communautaire), l'euro est menacé et le chômage et la précarité sociale augmentent. En Amérique latine, les inégalités sociales persistent, malgré une période de consolidation démocratique de plus de 30 ans. Dans les deux régions, les problèmes exaspèrent de nombreux citoyens qui manifestent leur perte de confiance à l'égard des institutions politiques qui les représentent.

La crise financière et économique internationale, l'augmentation des inégalités sociales, la corruption, l'insécurité, la violence, l'absence de réponse aux demandes des citoyens contribuent de manière décisive à une désaffection de la politique et au discrédit des responsables politiques. Les citoyens européens et latino-américains souhaitent améliorer le système démocratique. La manière dont la démocratie est exercée de nos jours suscite un certain mécontentement. Le système démocratique doit être amélioré pour garantir aux citoyens les ressources nécessaires à l'exercice de leurs droits de citoyenneté et garantir leur bien-être. Ces dernières années, depuis la crise de Lehman Brothers, les citoyens entendent participer davantage à la gestion des affaires publiques et certains mécontents expriment leur malaise envers la politique à travers des organisations alternatives, des manifestations et des mobilisations dans les rues.

### **Comment encourager la participation des citoyens à l'activité politique et regagner leur intérêt pour la politique et leur confiance envers les responsables politiques pour améliorer le système démocratique?**

Pour tenter de répondre à cette question, il convient de s'attarder sur certains concepts.

#### **1. Démocratie et citoyenneté**

La démocratie peut être définie comme le système dans lequel les citoyens décident de ceux qui gouverneront à travers des élections libres, plurielles et transparentes, pendant une période déterminée. Le pouvoir est divisé entre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, outre l'existence d'autres organismes dotés de compétences propres. Un équilibre entre ces pouvoirs et des contrôles mutuels permettent d'assurer les droits fondamentaux des

citoyens: droits civils, droits politiques et droits sociaux.

La démocratie implique la primauté de l'État de droit. Cependant, la démocratie ne se limite pas à la participation électorale, la démocratie doit être participative, elle doit disposer de canaux de participation politique permettant d'améliorer la qualité démocratique. Le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de 2004<sup>1</sup> définit la démocratie comme: une forme d'organisation du pouvoir impliquant l'existence et le bon fonctionnement de l'État; dont le régime électoral est un élément fondamental, mais qui ne se limite pas aux élections; et impliquant l'exercice d'une citoyenneté intégrale.

Le concept de citoyenneté s'entend comme un précepte d'égalité fondamentale associée à l'appartenance à une communauté, qui, selon une conception moderne, équivaut aux droits et aux obligations dont tous les individus sont dotés en vertu de leur appartenance à un État nation<sup>2</sup>. L'élargissement de l'exercice de la citoyenneté doit figurer parmi les objectifs de l'État.

**Europe.** L'un des principaux éléments de la démocratie de l'Union européenne est l'élection directe des députés du PE depuis 1979. Par ailleurs, le traité de Maastricht (1992) a créé la citoyenneté de l'UE. Ces dispositions viennent renforcer la mise en place de la première citoyenneté transnationale, la citoyenneté européenne, et répondent aux désirs des citoyens de l'UE qui se sont peu à peu désintéressés de la construction européenne, comme le soulignent les résultats des référendums français et néerlandais de 2005 sur le traité constitutionnel et la participation limitée des électeurs lors des dernières élections au Parlement européen.

Certaines initiatives de la Commission européenne visent à encourager cette participation, c'est le cas du *Plan D: Élargir et approfondir le débat en Europe sur la démocratie participative* (2006) et de *l'Initiative pour les citoyens européens* (2010), qui permet aux citoyens de l'UE de présenter des propositions d'initiative législative sur un sujet qui les intéresse.

### **Amérique latine.**

Il y a un peu plus de trente ans, seuls trois pays latino-américains disposaient de régimes démocratiques avec des processus électoraux libres, pluriels et transparents: la Colombie, le Costa Rica et le Venezuela. Le principal mouvement d'instauration constitutionnelle de régimes politiques civils en Amérique latine s'est développé entre 1978 et 1988. Jamais en Amérique latine la démocratie ne s'était autant étendue et n'a duré si longtemps. Entre 1988 et 1998, les droits ont progressé de manière remarquable. Ces dix dernières années, les avancées économiques et sociales ont été consolidées afin de réduire la pauvreté endémique grâce à des mesures réduisant les inégalités sociales. De nouveaux défis apparaissent, comme l'insécurité, la violence, le trafic de drogues, la criminalité organisée et l'émergence d'autres pouvoirs qui tentent de miner les pouvoirs et les fonctions de l'État. Tout cela limite la qualité de la démocratie. Aujourd'hui, en Amérique latine, le débat ne porte pas comme autrefois sur le choix entre démocratie et autoritarisme, entre démocratie formelle et démocratie réelle. Il s'agit d'améliorer la qualité de la démocratie, de construire une plus

---

<sup>1</sup> PNUD, La démocratie en Amérique latine: Vers une démocratie de citoyens, New York, 2004, P 60.

<sup>2</sup> PNUD, op. cit.

grande et une meilleure citoyenneté, de concilier démocratie et développement.

Le manque d'équilibre entre les pouvoirs de l'État et l'exclusion sociale affectent la légitimité et l'efficacité de la démocratie. Dans ce contexte, les citoyens commencent à douter du fait que la démocratie est le meilleur système d'organisation politique et que son fonctionnement est capable d'assurer un élargissement progressif de la citoyenneté.

Une enquête organisée en janvier 2011 dans les différents pays latino-américains indique «... que la majorité des citoyens préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement, puisque tous les pourcentages favorables dépassent les 85 % dans tous les pays analysés <sup>1</sup>. Toutefois, il faut faire la distinction entre la préférence pour la démocratie en tant que système politique et la satisfaction à l'égard du fonctionnement de ses institutions. Les citoyens les plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie sont ceux du Costa Rica, de l'Uruguay, de la République dominicaine, du Panama, du Brésil et de l'Équateur. En revanche, ceux du Paraguay, du Pérou, du Salvador et du Honduras sont les moins satisfaits. La perte de légitimité des institutions politiques est manifeste. Il est inquiétant de constater que la méfiance porte essentiellement sur les partis politiques, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

La démocratie, la croissance équitable et la cohésion sociale requièrent, comme condition préalable, le renforcement de l'État, de ses institutions démocratiques et des partis politiques. Il est de la responsabilité de l'État de mettre en place les conditions nécessaires pour que les mesures adoptées soient crédibles et efficaces et contribuent au bien-être des citoyens.

## **2. Participation citoyenne et partis politiques**

La participation des citoyens à la vie politique de leur pays représente une condition sine qua non pour la survie du système démocratique. La participation des citoyens, outre le fait de légitimer, par le vote, le pouvoir des élus, améliore la qualité des politiques publiques, favorise la création de consensus sociaux et accroît la légitimité des décisions portant sur des politiques publiques. Elle établit également de nouvelles voies de communication entre représentants et représentés dans l'identification de demandes sociales et dans le suivi des décisions prises. Elle favorise le sentiment d'appartenance à une communauté politique, dans la mesure où elle permet de prendre part aux processus d'élaboration des initiatives qui affectent les individus. Elle favorise la transparence et la reddition de comptes par les pouvoirs politiques. Elle permet de mieux appréhender la complexité du processus de prise de décision des politiques publiques et élargit la formation politique de la population. Elle génère aussi du capital social et relationnel en renforçant les processus de cohésion sociale.

De même, la participation citoyenne apparaît comme un moyen - elle améliore la qualité des politiques publiques - et comme une fin - elle est la cause et la conséquence d'une plus grande centralisation sociale et donc d'une plus grande qualité démocratique. Le dernier objectif de la participation citoyenne est le bien-être des citoyens. Selon le rapport du PNUD «... la citoyenneté est le processus et l'acquisition individuelle de ces droits.» Le fait que la participation des citoyens dans les démocraties contemporaines requiert la présence de partis

---

<sup>1</sup> Bulletin PNUD/Instituto de Iberoamérica, janvier 2011

politiques et que la démocratie requiert des élections périodiques pour lesquelles ces partis sont indispensables apparaît comme une évidence.

Les partis politiques sont des associations volontaires de personnes qui, sur la base de valeurs ou d'idéaux communs et d'un diagnostic relativement partagé sur les événements actuels et sur les perspectives futures, canalisent les demandes des citoyens et promeuvent certaines politiques publiques. Pendant plus d'un siècle, les partis politiques ont exercé un rôle prédominant dans les sociétés démocratiques. Aujourd'hui, avec le triomphe de la mondialisation et des réseaux sociaux, de nombreux autres acteurs ont émergé dans les sociétés et sont entrés en concurrence avec les partis politiques.

Dans l'**Union européenne** et dans d'autres régions du monde, on assiste à une diminution de la participation politique des citoyens. Cette tendance, qui affecte tout particulièrement les partis politiques, est néfaste pour le système démocratique moderne. Pour Paul Whiteley <sup>1</sup> deux raisons expliquent ce phénomène: les partis politiques sont trop étroitement liés à l'État et il est difficile de distinguer les fonctions représentatives des fonctions exécutives. Les partis se sont inscrits dans un cadre régulateur qui leur accorde un statut quasi officiel, en tant que partie de l'État. Comme la vie interne et les activités externes des partis sont à présent régies par la loi, les partis deviennent des agences de services publics. De fait, leur autonomie et leur capacité de représenter les citoyens se sont considérablement amoindries. «By the end of the twentieth century, parties throughout Europe could mainly be characterized as governing organizations, or even as public utilities, while their representative role had become more marginalised and ineffective, or had been passed on to other agencies, movements and the media»<sup>2</sup>.

La seconde raison expliquant le déclin des partis politiques est l'importance croissante des nouvelles formes de participation politique résultant des changements sociaux et technologiques. Par exemple, en Europe, le thème de la protection des consommateurs a un effet mobilisateur considérable lorsque des citoyens décident de boycotter certaines marchandises pour des motifs politiques ou éthiques.

Si le citoyen doute de l'efficacité politique des partis traditionnels en raison des disparités entre leur programme et leurs actions, l'abstentionnisme électoral aura tendance à augmenter, tout comme le soutien à des partis antisystème, à des partis minoritaires proposant des programmes non seulement très différents les uns les autres, mais également susceptibles d'entrer en conflit ou à des mouvements populistes, entraînant ainsi des problèmes de gouvernance en général. Cette situation affecte les partis politiques européens au niveau national mais pas, paradoxalement, au niveau européen (représentés au PE), où les problèmes mentionnés ne s'observent pas pour l'instant.

## 2.2. Amérique latine:

La nature et l'évolution des systèmes de partis en Amérique latine varient considérablement

---

<sup>1</sup> The decline of party activism and membership across the democratic world.  
<http://ppq.sagepub.com/content/17/1/21>

<sup>2</sup> Journal of European Public Policy, Routledge, Janvier 2010

en fonction des différences liées à l'histoire politique des pays de la région. Dans certains d'entre eux, les systèmes de partis sont raisonnablement institutionnalisés, tandis que dans d'autres l'organisation partisane reste faible. Toutefois, les partis politiques latino-américains sont confrontés à une situation paradoxale: bien qu'ils aient joué un rôle fondamental dans la troisième vague démocratique, ils font actuellement face à une vague de critiques sociales et souffrent d'une grande désaffection. Les enquêtes (Latinobaromètre, 1995-2009) indiquent que les niveaux de méfiance citoyenne les plus élevés s'observent à l'égard de l'administration publique et de deux des institutions les plus importantes de la démocratie représentative: les partis politiques et les parlements.

Malgré les niveaux de confiance médiocres affichés par les partis politiques, qui sont parfois uniquement perçus comme des «machines électorales», ceux-ci continuent à être considérés comme des institutions ayant une capacité d'influence importante sur les décisions gouvernementales. Les forces armées sont, pour les Latino-américains, l'institution publique qui jouit du plus grand capital confiance. Cependant, les Latino-américains ne cessent de souligner l'importance de les garder à l'écart de toute décision gouvernementale.

*Comment expliquer cette méfiance envers les partis politiques?* Parmi les explications éventuelles, figure l'incapacité des partis politiques, une fois au pouvoir, de réduire le fossé de l'inégalité sociale, de garantir la sécurité publique et de respecter les promesses électorales. Par ailleurs, l'absence de propositions concrètes pour aborder les politiques publiques, la corruption et les pratiques clientélistes ont malheureusement fini par donner une image de partis politiques corrompus et impliqués dans le trafic d'influence et dans l'utilisation de l'État comme source d'enrichissement personnel. .

Ces raisons, et d'autres plus ou moins visibles, peuvent expliquer pourquoi dans certains pays les citoyens doutent parfois de l'efficacité des actions politiques individuelles. L'implication et le désintéressement personnel dans le cadre de l'activité politique sont deux facteurs déterminants de l'évaluation que les citoyens font de la politique et des responsables politiques.

### **3. Société civile et autres formes de participation**

Le concept de société civile fait référence à la décision des individus de prendre part de manière collective à la prise de décisions qui, dans le domaine public, concernent tous les citoyens qui partagent des objectifs communs et à la solidarité organisée en dehors des structures gouvernementales en vue d'un bénéfice commun.

De manière générale, la **société civile** peut être définie comme étant l'espace où s'exerce la représentation individuelle organisée en groupes ou en mouvements, bénévoles et sans but lucratif, qui sont relativement autonomes du gouvernement et du marché, qui travaillent pour améliorer la vie des citoyens, pour favoriser l'émergence de valeurs collectives et pour créer des associations et des solidarités susceptibles d'influencer le destin de la société à travers des formes non traditionnelles de représentation politique.

La Commission européenne dans son «Livre blanc» de 2001 sur la gouvernance affirmait: «La société civile joue un rôle important en permettant aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations et en fournissant les services correspondant aux besoins de la population.»

Ainsi, les organisations socioprofessionnelles, les associations de droits de l'homme, les syndicats, les ONG, etc. font tous partie de la société civile.

La société civile organisée (SCO) intervient parfois dans des questions que les partis politiques, d'une part, et les gouvernements, d'autre part, considèrent comme étant de leur responsabilité exclusive, ce qui peut parfois donner lieu à certains chevauchements. Toutefois, les partis politiques et les organisations de la société civile sont très complémentaires. La SCO avance fréquemment de nouvelles idées, promeut la transparence gouvernementale, ainsi que l'évaluation des résultats de la gestion gouvernementale. Ces initiatives peuvent s'avérer bénéfiques pour le système démocratique.

En ce qui concerne la société civile, la question porte aujourd'hui sur sa tâche d'améliorer la représentation des citoyens et de favoriser la construction de valeurs collectives et sur la façon dont les citoyens peuvent influencer le destin de la société à travers la participation dans la sphère publique, en dehors des formes traditionnelles de représentation politique ou complémentaires à celles-ci.

Le déficit démocratique de l'Union européenne est évoqué depuis les années 90, et plus particulièrement depuis le traité de Maastricht. Préoccupées par ce problème, les institutions européennes ont vu dans la société civile un des remèdes à la crise de légitimité dont souffre l'UE. La participation de la société civile organisée est devenue un principe de base de la gouvernance européenne à travers l'institutionnalisation de procédures propres et grâce à un soutien matériel à l'organisation transnationale de la société civile. La reconnaissance de la société civile organisée européenne auprès d'institutions comme la Commission européenne et le Comité économique et social européen (CESE) lui ont permis d'acquérir de la légitimité, un statut et des subventions.

La société civile dans l'**Union européenne** est représentée par la CESE, une assemblée consultative créée par les traités de Rome de 1957. Pour les institutions européennes, donner voix au chapitre à la société civile revient à les consulter. Dans ce sens, des «normes» démocratiques ont été introduites: le pluralisme, la transparence, la représentativité et la reddition de comptes pour les associations impliquées. Bien qu'en théorie tous les intérêts des citoyens puissent être représentés dans la «société civile organisée», dans la pratique les associations qui représentent des intérêts publics tendent à être privilégiées. Ainsi, on utilise aujourd'hui souvent l'expression «stakeholders» au lieu de société civile. Les «stakeholders» sont devenus des partenaires privilégiés de la Commission européenne dans la gouvernance européenne. Quoi qu'il en soit, la participation de la société civile au niveau local, régional ou européen est une école de démocratie qui encourage les citoyens à la participation politique et contribue à la formation d'une identité européenne.

Les organisations de la société civile ou les organisations non gouvernementales ont connu un développement considérable ces dernières années en **Amérique latine**. Ce phénomène est très significatif, puisqu'une société civile solide, capable de proposer des alternatives politiques et de contrôler le gouvernement et l'État, peut contribuer à consolider et à approfondir la démocratie, et à obtenir une société plus juste et plus équitable.

Aujourd'hui, les partis politiques ont tendance à s'opposer aux organisations de la société

civile. Toutefois, les partis politiques et les organisations de la société civile sont très complémentaires. La SCO avance fréquemment de nouvelles idées, promeut la transparence gouvernementale, ainsi que l'évaluation des résultats de la gestion gouvernementale. Une plus grande participation des citoyens, à travers la SCO, ne doit pas être mise en concurrence avec les partis politiques. Les rôles de la SCO et des partis politiques restent différents: participation citoyenne pour la société civile et représentation pour les partis politiques. Les formes de participation des citoyens à travers la SCO peuvent renforcer les liens entre représentants et représentés. Ainsi, une plus grande participation peut conduire à une meilleure représentation. Participation et représentation ne sont pas des concepts qui s'excluent mutuellement, ils sont complémentaires.

Dans les années 90, la société civile a commencé à s'organiser en tenant compte de différents intérêts. Ainsi, les premiers Conseils économiques et sociaux (CES) se sont constitués. Ils peuvent être définis comme suit: «Les Conseils économiques et sociaux sont des organes consultatifs composés de représentants de la société civile organisée, principalement d'organisations patronales et de syndicats, et dont le but est d'orienter les politiques publiques dans des matières socioprofessionnelles et/ou économiques.»

Les CES possèdent les caractéristiques communes suivantes: ce sont des organes institutionnalisés consultatifs de nature politique, autrement dit ce ne sont pas des organes à caractère technique qui émettent des avis impartiaux; ils ont une fonction consultative spécialisée dans des matières socioprofessionnelles et économiques; ils représentent la SCO à travers leur composition; ce sont des forums permanents de dialogue social.

Dans le cadre des divers processus d'intégration régionale en Amérique latine (SICA, CAN, MERCOSUR), divers organismes régionaux réunissant les SCO des différents pays ont été constitués. En Amérique centrale, le Comité consultatif du SICA a été créé en 1995. Son objectif est de promouvoir la participation active de la société civile dans le cadre de l'intégration régionale. Dans le MERCOSUR, le Forum consultatif économique et social, créé en 1994, promeut la participation de la société civile et son intégration dans le processus de construction du MERCOSUR, en soulignant la dimension sociale de ce processus. Le Conseil économique et social de la CAN a été créé en 2006. Il devrait fusionner les deux comités existants: le Comité consultatif professionnel et le Comité consultatif patronal, créés en 1998.

#### **4. Autres formes de participation**

En Europe, les citoyens semblent rechercher des processus plus directs et non conventionnels de représentation démocratique, comme l'internet (qui peut ouvrir des espaces de discussion sur des programmes politiques, favoriser la «démocratie électronique»), les organisations de consommateurs et les ONG, les manifestations publiques de protestation, etc.

Actuellement, les principaux acteurs politiques sont présents sur la toile, tant les formes traditionnelles de représentation politique, comme les partis politiques, les gouvernements et les organisations internationales, que les représentants de la société civile et les «networks». Il ne fait aucun doute que l'internet peut être un instrument puissant de diffusion de nouvelles questions dans l'agenda politique. Le «printemps arabe» a pleinement démontré le rôle que pouvait jouer l'internet. Par ailleurs, l'internet peut également exercer un rôle fondamental en matière de transparence, en permettant au public d'accéder aux documents officiels et en



contribuant à informer les citoyens. En Amérique latine, les citoyens commencent aussi à être mieux informés et plus critiques grâce aux progrès technologiques. Ainsi, de nouvelles formes de participation de communautés historiquement marginalisées, comme les autochtones et les personnes d'origine africaine, sont apparues, bien que leur représentation politique reste insuffisante. Le mouvement des sans-terre au Brésil, les producteurs de feuilles de coca en Bolivie, les Zapatistes au Mexique ont le mérite d'avoir mis sur la table d'importants problèmes sociaux.

### ***Comment améliorer la participation citoyenne?***

Dans les sociétés occidentales et en Europe en particulier, les citoyens manifestent un désintérêt croissant pour l'adhésion à des partis politiques. De même, l'abstentionnisme électoral continue d'augmenter. Toutefois, les citoyens européens estiment que la démocratie est le meilleur système politique, même s'ils sont aujourd'hui plus critiques et peu disposés à s'engager politiquement en dehors des moyens conventionnels.

Insécurité, violence, pauvreté et inégalité provoquent un sentiment de méfiance des citoyens envers les pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif, les bases du système démocratique. Une société qui manque de confiance envers ceux qui la représentent est une société qui finit par s'écarter de la démocratie.

Selon le rapport du PNUD/OEA de 2010, les démocraties latino-américaines doivent: - articuler de nouvelles formes de participation politique pour résister à la crise de la représentation; renforcer l'organisation républicaine de l'État, c'est-à-dire l'indépendance des pouvoirs, leur contrôle mutuel et les instances de reddition de comptes; accroître le pouvoir politique réel de l'État, en modernisant ses instances et en leur accordant des ressources humaines et financières suffisantes; avancer simultanément avec des politiques publiques efficaces dans les domaines clés de la fiscalité, de la cohésion sociale et de la sécurité publique<sup>1</sup>.

### ***Que faire pour restaurer la confiance des citoyens dans les valeurs démocratiques en Europe et en Amérique latine?***

Il faut adopter des mesures incitant les citoyens à prendre part activement à la vie politique de quelque façon que ce soit: partis politiques, société civile ou formes non conventionnelles de participation politique. Les mécanismes de démocratie directe, comme les référendums, permettent aux citoyens de se prononcer directement sur les politiques publiques. Les référendums doivent être utilisés ponctuellement, car il s'agit d'une procédure extraordinaire.

Le «budget participatif» est un instrument innovant. Cet instrument a été utilisé pour la première fois à Porto Alegre (Brésil) en 1989. Il est aujourd'hui utilisé dans plus de 15 000 municipalités sur tous les continents. L'internet peut ainsi contribuer considérablement à une revalorisation de la politique. Il est également nécessaire de moderniser les médias pour qu'ils fournissent des informations véridiques et contrastées, et de voter des lois limitant les monopoles. Un autre instrument est la mise en œuvre de mécanismes permanents de contrôle et de transparence de la gestion publique visant à créer un système solide de reddition de comptes capable de renforcer la confiance des citoyens.

---

<sup>1</sup> Notre démocratie, PNUD/OEA, 2010.

La contribution est un élément central de la redistribution. En Amérique latine, où plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté, les impôts revêtent une importance particulière. Ce sont eux qui permettent aux responsables politiques de respecter leurs engagements électoraux et à l'État de remplir ses objectifs. Malheureusement, la contribution reste très être limitée en Amérique latine. Une politique fiscale efficace est nécessaire.

En ce qui concerne l'administration de la justice, il convient, surtout en Amérique latine, d'assurer que la justice soit rendue rapidement à tous et qu'il n'y ait pas d'impunité. Dans l'UE, tout citoyen ou groupe de citoyens doit pouvoir s'adresser à la Cour de justice européenne lorsque toutes les possibilités de recours au niveau administratif ou devant la Commission européenne ont été épuisées.

Actuellement, la démocratie ne peut se limiter à l'aspect purement représentatif (électoral). Au XXI<sup>e</sup> siècle, elle doit être participative. Ces deux formes de participation peuvent soit coexister, soit se compléter. Dans les pays occidentaux, il s'agit essentiellement de «coexistence», autrement dit un gouvernement représentatif au niveau national coexiste avec une démocratie participative au niveau local. En Amérique latine, on observe certaines expériences de complémentarité (le budget participatif par exemple), autrement dit les gouvernements issus de la démocratie représentative acceptent de transférer une partie de leur pouvoir de décision au niveau local/régional (démocratie participative). Dans ce contexte, la démocratie est un système qui a toujours un avenir. Son concept de base ne changera pas, mais ses modalités de mises en œuvre pourront varier.